

TRÊVE**Le Hamas accuse Israël
d'être revenu sur ses positions**

Le mouvement islamiste palestinien Hamas a accusé hier Israël d'empêcher la conclusion d'une trêve dans la bande de Ghaza après être revenu sur ses positions concernant la durée d'un éventuel accord.

Le Hamas dénonce «la marche arrière (d'Israël) concernant la trêve. Ils (les Israéliens) ont demandé une trêve sans limite de temps et non d'un an et demi comme convenu», a affirmé dans un communiqué un porte-parole du Hamas, Fawzi Barhoum.

Les récents raids sur Ghaza menés par Israël et son «obstination sont des obstacles placés par Israël devant les efforts (pour parvenir) à une trêve», a-t-il ajouté, soulignant que son mouvement faisait porter à l'Etat hébreu «la responsabilité des conséquences de cette escalade dangereuse».

«Toutes les parties concernées qui soutiennent cette trêve doivent faire pression sur l'occupant afin qu'il arrête de temporiser et cesse son agression», a insisté le porte-parole. Le Hamas avait annoncé jeudi avoir donné son accord pour une trêve de 18 mois dans la bande de Ghaza contre la levée du blocus imposé par Israël au



Fawzi Barhoum, porte-parole du Hamas.

territoire palestinien contrôlé par le mouvement islamiste. Selon lui, l'Egypte devait annoncer officiellement dans les 48 heures un tel accord.

Mais le chef en exil du Hamas, Khaled Mechaâl, a exprimé vendredi à Doha des doutes sur une annonce par l'Egypte d'un accord de trêve avec Israël, faisant part à l'AFP d'une «complication» dans les négociations. «Les Egyptiens nous ont informés que l'annonce de cette trêve serait faite dimanche, mais il y a eu une

complication et on ne sait pas si cette date sera respectée», a-t-il dit.

L'Egypte a multiplié les contacts avec les émissaires d'Israël et du Hamas pour tenter d'arracher une suspension durable des violences.

Omar Souleimane, chef des services de renseignement égyptiens et homme-clé des négociations, a rencontré plusieurs fois les responsables israéliens et du Hamas pour tenter de mettre en place une trêve à long terme sur Ghaza.

**Le président chinois
quitte Dakar après
la signature
de plusieurs accords**

Le président chinois, Hu Jintao, a quitté Dakar hier au terme d'une visite de moins de 24 heures marquée par la signature de plusieurs accords de coopération entre le Sénégal et la Chine. Le président Hu, qui devait se rendre ensuite en Tanzanie, a été accompagné à l'aéroport de Dakar par son homologue sénégalais Abdoulaye Wade, a-t-on appris auprès de la présidence sénégalaise. Avant son départ, le président Hu avait rencontré dans la matinée les présidents du Sénat, Pape Diop, et de l'Assemblée nationale, Mamadou Seck, avant de visiter, en compagnie du président Wade, le chantier du «Grand théâtre national» construit par la Chine à Dakar, a constaté un journaliste de l'AFP.

Ce «Grand théâtre national», un don de la Chine d'une valeur de 20 milliards FCFA (plus de 30 millions d'euros), sera d'une capacité de 1 800 places. Les travaux, entamés en décembre 2008, doivent durer 27 mois et sont exécutés par une entreprise chinoise. Durant sa visite entamée vendredi après-midi à Dakar où il est arrivé en provenance du Mali, première étape de sa tournée africaine, le président chinois n'a tenu aucun discours public.

Vendredi, les chefs d'Etat sénégalais et chinois ont signé cinq accords de coopération, selon la présidence sénégalaise. Ils concernent la création d'une commission mixte de coopération économique, commerciale et technique entre les deux pays. Il y a eu également un protocole relatif à un prêt concessionnel dans le cadre du projet de renouvellement des bus de la société sénégalaise Senbus et un contrat d'achat d'huile d'arachide. Aucun détail n'a été livré par la présidence. Selon le quotidien pro-gouvernemental *Le Soleil*, le prêt pour le renouvellement des bus est d'un montant de 11,8 milliards de FCFA (18 millions d'euros). La Chine s'est également engagée à acheter 10 000 tonnes d'huile d'arachide à la principale huilerie sénégalaise, indique le journal.

Dakar et Pékin ont renoué leurs relations diplomatiques en 2005 après une rupture de dix ans consécutive à la reconnaissance par le Sénégal de Taïwan. Après le Sénégal, le président Hu devait se rendre en Tanzanie, troisième étape de sa tournée africaine, puis à l'île Maurice.